



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 février 2020  
Français  
Original : anglais

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Quarante-troisième session**  
24 février-20 mars 2020  
Point 6 de l'ordre du jour  
**Examen périodique universel**

## **Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel\***

### **Fidji**

Additif

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,  
engagements et réponses de l'État examiné**

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.



1. La République des Fidji (Fidji) prend bonne note des recommandations issues de son troisième examen au titre de l'Examen périodique universel (EPU), qui a eu lieu le 6 novembre 2019, pendant la trente-quatrième session du Groupe de travail sur l'EPU.
2. Conformément aux dispositions des paragraphes 27 et 32 de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme et du paragraphe 16 de l'annexe à la résolution 65/281 de l'Assemblée générale, les Fidji communiquent dans le présent document des informations concernant leur position sur les recommandations qui leur ont été faites, plus précisément celles qui sont visées au paragraphe 140 du projet de rapport du Groupe de travail (voir le document A/HRC/WG.6/34/L.5, par. 140 à 140.55).
3. Le 8 novembre 2019, au moment de l'adoption du projet de rapport du Groupe de travail, les Fidji ont annoncé souscrire à 187 des 242 recommandations qui leur avaient été faites. Elles ont constaté avec intérêt que, depuis le deuxième Examen, le nombre d'États participant à l'EPU concernant les Fidji avait doublé, que davantage de recommandations sur les changements climatiques, les interventions en cas de catastrophe et les droits de l'homme avaient été faites, et qu'un plus grand nombre de questions sur les droits économiques, sociaux et culturels avait été posées.
4. Enfin, concernant les 55 recommandations en suspens, les Fidji ont indiqué qu'elles fourniraient une réponse ultérieurement, car il fallait soit qu'elles consultent les institutions indépendantes concernées, soit qu'elles communiquent les recommandations en question aux organismes publics compétents pour commentaires et avis.
5. On trouvera dans le présent document la position des Fidji au sujet des 55 recommandations susmentionnées. Par souci de clarté, ces recommandations sont examinées dans l'ordre dans lequel elles figurent dans le projet de rapport du Groupe de travail (A/HRC/WG.6/34/L.5, par. 140 à 140.55).

<i>Recommandation</i>	<i>Position des Fidji</i>	<i>Observations</i>
140.1 <sup>1</sup>	Acceptée	
140.2 <sup>2</sup>	Notée	Lors du premier Examen en 2010, les Fidji s'étaient engagées à ratifier les neuf principaux instruments relatifs aux droits de l'homme avant 2020.  En 2019, les Fidji ont tenu leur engagement en ratifiant les deux conventions restantes, à savoir la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.  Ayant ratifié récemment les neuf principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, les Fidji se sont engagées à les appliquer.
140.3 <sup>3</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.2.
140.4 <sup>4</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.2.
140.5 <sup>5</sup>	Acceptée	
140.6 <sup>6</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.2
140.7 <sup>7</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.2
140.8 <sup>8</sup>	Notée	À la suite de l'Examen les concernant, réalisé en novembre 2019, les Fidji ont retiré leur réserve à l'égard de l'article premier de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 28 janvier 2020.  Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.2 en ce qui concerne la position des Fidji sur la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

<i>Recommandation</i>	<i>Position des Fidji</i>	<i>Observations</i>
140.9 <sup>9</sup>	Acceptée	
140.10 <sup>10</sup>	Acceptée	
140.11 <sup>11</sup>	Notée	Les Fidji ont retiré leur réserve à l'égard de l'article premier de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 28 janvier 2020 et considéreront ultérieurement le retrait des réserves restantes.
140.12 <sup>12</sup>	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.11.
140.13 <sup>13</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.11.
140.14 <sup>14</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.11.
140.15 <sup>15</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.11.
140.16 <sup>16</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.11.
140.17 <sup>17</sup>	Acceptée	
140.18 <sup>18</sup>	Acceptée	
140.19 <sup>19</sup>	Acceptée	
140.20 <sup>20</sup>	Acceptée	
140.21 <sup>21</sup>	Acceptée	
140.22 <sup>22</sup>	Acceptée	
140.23 <sup>23</sup>	Notée	L'article 26 de la Constitution fidjienne contient des dispositions fortes sur la lutte contre la discrimination, y compris sur les différents motifs à l'origine des formes croisées de discrimination, tels le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et sur la liberté d'expression. Ces dispositions sont également inscrites dans la législation du travail.  En ce qui concerne la violence fondée sur le genre ou tout autre type de violence contre autrui, les auteurs d'actes de type sont poursuivis conformément à la loi sur les infractions pénales.
140.24 <sup>24</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.25 <sup>25</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.26 <sup>26</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.27 <sup>27</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.28 <sup>28</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.29 <sup>29</sup>	Notée	Les Fidji révisent actuellement le Plan d'action national de la femme en vue d'y intégrer les questions liées à l'élimination de la violence envers les LGBTI.  Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.30 <sup>30</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.23.
140.31 <sup>31</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.29.
140.32 <sup>32</sup>	Acceptée	
140.33 <sup>33</sup>	Notée	La recommandation n'est pas claire quant à la visite de l'ONUDC à laquelle il est fait référence.

<i>Recommandation</i>	<i>Position des Fidji</i>	<i>Observations</i>
140.34 <sup>34</sup>	Acceptée	
140.35 <sup>35</sup>	Acceptée	<p>Les lois fidjiennes n'imposent pas de restrictions à l'action des syndicats ou des défenseurs des droits de l'homme.</p> <p>Tous les syndicats et les défenseurs des droits de l'homme peuvent mener à bien leurs actions sans crainte d'intimidation ou de représailles.</p>
140.36 <sup>36</sup>	Notée	La Constitution fidjienne autorise tous les Fidjiens à se réunir, à manifester, à mettre en place des piquets de grève, à présenter des pétitions et à s'associer librement de manière pacifique et sans armes.
140.37 <sup>37</sup>	Notée	La liberté d'expression et la liberté d'association sont garanties par la Constitution fidjienne. Toute restriction de la liberté d'expression et de la liberté d'association est conforme aux normes et pratiques internationalement reconnues.
140.38 <sup>38</sup>	Acceptée	
140.39 <sup>39</sup>	Notée	<p>La Constitution fidjienne contient des dispositions fortes sur les libertés de parole, d'expression et de publication.</p> <p>Les lois fidjiennes relatives aux médias sont soumises aux dispositions pertinentes de la Constitution.</p>
140.40 <sup>40</sup>	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 140.35 à 140.39.
140.41 <sup>41</sup>	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 140.36 et 140.39.
140.42 <sup>42</sup>	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 140.36 et 140.39.
140.43 <sup>43</sup>	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 140.36 et 140.39.
140.44 <sup>44</sup>	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 140.36 et 140.39.
140.45 <sup>45</sup>	Acceptée	
140.46 <sup>46</sup>	Acceptée	
140.47 <sup>47</sup>	Notée	<p>Depuis 2013, la législation fidjienne fait l'objet d'une réforme approfondie qui s'attaque à la discrimination à l'égard des femmes dans les secteurs public et privé.</p> <p>La Constitution fidjienne contient des dispositions fortes sur la lutte contre la discrimination qui sont également inscrites dans la loi fidjienne sur l'emploi.</p>
140.48 <sup>48</sup>	Notée	<p>Les Fidji affichent une augmentation de la participation des femmes à la vie politique et sont un champion régional dans ce domaine.</p> <p>56 femmes ont été candidates aux élections de 2018, ce qui représente 23,8 % de l'ensemble des candidatures et une augmentation de 18 % par rapport à 2014. Dix d'entre elles ont été élues, ce qui représente 19,6 % de l'ensemble des membres du Parlement et une augmentation de 16 % par rapport à 2014.</p> <p>En plus de faire évoluer les mentalités et de soutenir les réformes juridiques voulues par le Gouvernement fidjien, le régime électoral des Fidji, qui repose sur la représentation proportionnelle à liste ouverte, a abouti à l'élection au Parlement du plus fort effectif de femmes de l'histoire du pays.</p>

<i>Recommandation</i>	<i>Position des Fidji</i>	<i>Observations</i>
140.49 <sup>49</sup>	Notée	Les Fidji examineront cette recommandation ultérieurement.
140.50 <sup>50</sup>	Acceptée	
140.51 <sup>51</sup>	Acceptée	
140.52 <sup>52</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.49.
140.53 <sup>53</sup>	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 140.49.
140.54 <sup>54</sup>	Acceptée	
140.55 <sup>55</sup>	Notée	Les Fidji examineront cette recommandation ultérieurement.

6. Les Fidji se félicitent de pouvoir annoncer que sur les 55 recommandations en suspens, elles ont pris note de 35 d'entre elles et en ont accepté 20. Elles ont donc accepté 207 des 242 recommandations qui leur avaient été faites.

#### *Notes*

- <sup>1</sup> Ratify the Kampala amendments to the Rome Statute on the crime of aggression, and review its national legislation in order to ensure full alignment with the Rome Statute (Liechtenstein).
- <sup>2</sup> Ratify the Optional Protocols to the core human rights instruments the State has acceded to (Ukraine).
- <sup>3</sup> Ratify the Optional Protocol 1 and Optional Protocol 2 to the International Covenant on Civil and Political Rights (Armenia).
- <sup>4</sup> Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the optional protocols of the International Covenant on Civil and Political Rights (Germany).
- <sup>5</sup> Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Slovenia).
- <sup>6</sup> Step up its efforts for the prevention of torture, particularly by ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Switzerland).
- <sup>7</sup> Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark).
- <sup>8</sup> Adopt a definition of torture in line with the international legal framework as well as ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Mexico).
- <sup>9</sup> Ratify all Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child in order to improve the implementation of the rights of the child in all settings (Croatia).
- <sup>10</sup> Ratify the two Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child signed by Fiji in 2005, and consider becoming a party to the third Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Seychelles).
- <sup>11</sup> Withdraw signatory reservations to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ukraine).
- <sup>12</sup> Consider the withdrawal of its reservations to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, particularly relating to the definition of torture (Armenia).
- <sup>13</sup> Withdraw its reservation to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (New Zealand).
- <sup>14</sup> Withdraw all its reservations to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and intensify its effort to prevent torture in all settings (Germany).
- <sup>15</sup> Withdraw the reservations to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Italy).
- <sup>16</sup> Withdraw all reservations to the Convention against Torture (Liechtenstein).
- <sup>17</sup> Consider the ratification of the ILO Domestic Workers Convention no. 189 (Philippines).
- <sup>18</sup> Ratify and implement the ILO Protocol of 2014 to the Forced Labour Convention, 1930 (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland).
- <sup>19</sup> Ratify the Convention against Discrimination in Education, as recommended by UNESCO (Serbia).
- <sup>20</sup> Ensure that national legislation does not grant immunity to those responsible for serious human rights violations (Costa Rica).
- <sup>21</sup> Consider developing through stakeholder dialogue a National Human Rights Action Plan (Sri Lanka).

- 22 Join the Code of Conduct regarding Security Council action against genocide, crimes against humanity or war crimes, as elaborated by the Accountability, Coherence and Transparency Group (Liechtenstein).
- 23 Enact and implement a holistic Anti-Discrimination and Equality Law which, inter alia, includes provisions to comprehensively address the multiple and intersecting forms of violence and discrimination faced by the LGBTI persons (Portugal).
- 24 Adopt comprehensive anti-racism and ethnic discrimination legislation, including a national action plan, and determinate racial/ethnic motives as aggravating circumstances in criminal legislation (Serbia).
- 25 Adopt a comprehensive anti-discrimination or equality act and put in place public awareness-raising campaigns, which will address the issue of discrimination and stigmatization against LGBTI persons (Slovenia).
- 26 Enact a holistic Anti-Discrimination and Equality Legislation to comprehensively address social discrimination faced by the LGBTI community (Iceland).
- 27 Take more decisive action in adapting legislation, including prosecution and adequate punishment of the perpetrators of discrimination, hate speech and violence against lesbian, bisexual and transgender women (Montenegro).
- 28 Legislate to address hate crimes against the LGBTI-community (Germany).
- 29 Develop a national strategy on lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons, in collaboration with the lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex community, to guide its work in eliminating multiple and intersecting forms of violence and discrimination against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (Iceland).
- 30 Take specific measures, including strengthening the legal framework, to eliminate discrimination, hate speech and violence against LBT women, including by prosecuting and adequately punishing perpetrators, and adopt awareness-raising measures to address stigma within society (Liechtenstein).
- 31 Draft and implement an Action Plan to eradicate violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity (Mexico).
- 32 Consider conducting a national dialogue on climate change, bringing together all stakeholders and the public to outline priorities to mobilize domestic and global partners and align resources according to the country's most urgent needs (Marshall Islands).
- 33 Ensure implementation of recommendations from the visit of the United Nations Office on Drugs and Crime to prevent, investigate, prosecute and punish acts of trafficking (Botswana).
- 34 Continue its efforts to guarantee the exhaustive investigation and prosecution of the authors of trafficking in persons and take all necessary steps to guarantee the effective application of the National Plan of Action for the Eradication of Trafficking in Persons (Honduras).
- 35 Adopt concrete measures to ensure that trade unions and human rights defenders are able to carry out their work, guaranteeing their freedom of expression, association, assembly and freedom of the press (Spain).
- 36 Repeal all laws and policies that unlawfully restrict fundamental rights of freedom of expression, assembly and association, including sections of the Public Order (Amendment) Act, the Media Industry Development Decree, the Electoral Act 2014 and the Online Safety Act (Netherlands).
- 37 Review decrees limiting freedom of expression and association, particularly the Media Industry Development Decree, the Essential National Industries (Employment) Decree and the Public Order (Amendment) Act (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland).
- 38 Take measures to permit lawful labor, political, and social protests, and to safeguard activists' and human rights defenders' rights to speak and peacefully assemble freely, without harassment, and unimpeded by inappropriately applied administrative impediments (United States of America).
- 39 Take the necessary measures in order to revise the law on the development of the media (Albania).
- 40 Review legislation that affects freedom of speech, particularly the Crimes Act, the Media Industry Development Decree and the Public Order Amendment Act, to bring them in compliance with Fiji's obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights (Belgium).
- 41 Enhance measures aimed at protecting and promoting freedom of expression and the right to peaceful assembly, including by removing any legal obstacle to the exercise of these rights (Brazil).
- 42 Amend the Media Industry Development Decree, the Public Order (Amendment) Act and the sedition provisions of the Crimes Act, which restrict freedom of expression, the press and assembly (Denmark).
- 43 Guarantee freedom of expression and opinion and freedom of the press, by ensuring respect for the rights of journalists and human rights defenders and reviewing the Media Industry Development Decree (2010) that punishes any journalistic publication against general interest or public order, in order to avoid abusive interpretations (France).
- 44 Bring legislation on freedom of expression, assembly and association in line with international human rights standards, in particular, by repealing the "Media Industry Development Decree" 2010 (Germany).

- 
- <sup>45</sup> Increase public funds to guarantee in the case of natural disasters the right to food, health and water and sanitation, as well as the construction of shelters that take into account the particular needs of women (Paraguay).
- <sup>46</sup> Consider introducing a universal basic income in order to better combat poverty and reduce inequalities, and improve the existing social protection system (Haiti).
- <sup>47</sup> Strengthen temporary special measures so as to reduce the gender gap and systematically address the concerns and rights of women in the public and private spheres (Togo).
- <sup>48</sup> Consider taking temporary measures, including the introduction of a minimum quota of at least 30 per cent of women candidates on the electoral lists of political parties, and facilitate the selection and training of women candidates for public office, in particular at the decision-making level (Bulgaria).
- <sup>49</sup> Raise to 18 years the age of criminal responsibility and combat all forms of violence against children, including child labour and sexual exploitation (Italy).
- <sup>50</sup> Take urgent steps to eliminate commercial sexual exploitation of children by ratifying the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography, activating the Inter-Agency Working Group on People Trafficking, and ensuring that the Inter-Agency Trafficking Task Force meets regularly and facilitates the implementation of the National Plan of Action to Eliminate Trafficking in Persons and Child Trafficking (Canada).
- <sup>51</sup> Finalize the adoption of the National Plan of Action to combat all manifestations of sexual exploitation of children and provide adequate human and financial resources for its implementation (Democratic Republic of the Congo).
- <sup>52</sup> Raise the minimum age of criminal responsibility and make the necessary legal modifications so that children cannot be sentenced to life imprisonment (Paraguay).
- <sup>53</sup> Bring the juvenile justice system fully into line with the Convention on the Rights of the Child by raising the minimum age of criminal responsibility to an internationally accepted level (Ukraine).
- <sup>54</sup> Guarantee access to the participation and representation of ethnic minorities in the different instances of public and private life (Ecuador).
- <sup>55</sup> Enrich the Immigration Act by incorporating special provisions for the protection of refugees and asylum-seeking children, and introduce provision of family reunification into the Act (Afghanistan).
-